

Paris, juin 2013

Le Président

## ENTRE ENFER ET PARADIS

Chère Consœur, Cher Confrère,

Vous trouverez ci-joint votre appel de cotisations. Comme vous pouvez le voir, cela ne s'arrange pas.

Le régime de base a amorcé son retour à l'équilibre, ce n'est qu'un début : + 13 % cette année, 30 % prévu sur 4 ans, et voilà que l'on parle de dé plafonner, de ne pas donner de points dans la deuxième tranche. Nous nous battons pour éviter cela.

Même chose pour l'ASV, dont la cotisation augmente en 5 ans de près de 70 %, elle a doublé en 15 ans. Pour augmenter votre future retraite ? Non. Pour seulement la diviser par 2, et sans doute encore par 2 à moyen terme quand les caisses en déficit constant et croissant seront obligées de faire un choix thérapeutique crédible dans un système sous perfusion avec des tubulures percées.

Nous payons aujourd'hui pour les mauvais choix d'hier, choix politiques et démagogiques et en toute connaissance de cause, aggravés par une toute aussi mauvaise gestion au jour le jour de notre pays. L'imprévoyance en matière de prévoyance est une faute très grave, mais il n'y aura ni responsable ni coupable. Gouverner, c'est pourtant prévoir, et prévoir, en matière de retraite, c'est le B.A.-BA.

Un seul élément de satisfaction dans cet environnement déprimant : notre régime complémentaire. Depuis 15 ans que je suis là, la cotisation n'a augmenté que de 0,3 point. C'est le seul régime où l'on connaît les vrais responsables. Nous anticipons sur 30 ans et ajustons chaque fois que nécessaire pour essayer d'être équitables entre les générations, même si l'équité totale n'est pas possible, pour des raisons que nous ne maîtrisons pas. Ce régime, presque autonome, montre que les médecins sont des gens responsables, dommage que les autres régimes n'aient pas été gérés de la même manière, mais aussi heureusement que nous ayons pu éviter que ce régime ne soit géré par les mêmes.

Dans notre pays, incapable de gérer efficacement l'argent des autres, les charges sociales et fiscales pour financer cette gabegie et une très mauvaise redistribution deviennent insupportables. Elles découragent l'emploi. Chez les médecins plus personne ne veut s'installer, certains essaient et demandent leur radiation après avoir vu. A l'échelon national, le coût du travail réduit les ventes et donc la production. On délocalise et le chômage atteint des records, ce qui fait moins de cotisants, obligeant à augmenter encore plus les charges, ne sachant pas réduire les dépenses, surtout celles inutiles ou liées à des droits acquis qui ne sont pas des droits et n'ont pas été acquis.

55 % de prélèvements obligatoires (la CARMF n'est malheureusement pas en bonne position, j'en conviens), quand on sait que beaucoup ne sont pas « prélevés » mais reçoivent, cela fait en réalité largement plus de 60 % pour les actifs. L'esclavage ne commence-t-il pas à 50 %, quand on travaille plus pour les autres que pour soi-même (et les siens) ?

Résultat, pour échapper à cet enfer, certains se mettent en sociétés de plus en plus complexes, d'autres s'expatrient, et enfin d'autres encore sont à la recherche d'un paradis pour préserver une partie du fruit de leur travail, car sur le peu qui reste épargné, on prélève encore et encore. La cigale est en train d'avoir raison de la fourmi.

.../...

J'attends d'un confrère qui a récemment fait la une de l'actualité qu'il se relève en rendant service à tout le monde. Comment ? En disant simplement la vérité, la vraie. La vérité, ce n'est pas dire combien ni comment, c'est sans importance. Ce n'est pas non plus dire si untel possède un vélo ou une voiture à pédales pour faire diversion. Non, la vérité, c'est dire à tout le monde pourquoi certains recherchent ailleurs le paradis : trop de charges, trop d'impôts. Pour soigner le mal, il faut d'abord en déterminer l'origine. Le médecin le sait bien, on ne traite pas si on ignore le diagnostic !

S'il y a des paradis fiscaux, c'est qu'il y a un enfer fiscal (et social), l'un ne va pas sans l'autre, et aucun problème ne peut être résolu sans changer l'état d'esprit qui l'a engendré. Et si au lieu de bâtir un enfer pour les actifs, on changeait les choses pour que notre pays devienne (ou redevienne) un paradis ?

Je vous prie de croire, Chère Consœur, Cher Confrère, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Docteur Gérard MAUDRUX